

**Israël - Territoires palestiniens -
Conférence pour la paix au
Proche-Orient - Discours
d'ouverture de M. Jean-Marc
Ayrault, ministre des affaires
étrangères et du développement
international**
(Paris, 15 janvier 2017)

Monsieur le Secrétaire général de la Ligue des États arabes,

Monsieur le Représentant spécial des Nations unies

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation de la Coopération islamique,

Madame la Haute représentante de l'Union européenne,

Mesdames et Messieurs les vice-Premiers ministres,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je vous remercie d'être ici à Paris en ce dimanche 15 janvier et je vous remercie aussi pour votre contribution et pour votre participation.

C'est un honneur pour la France de vous recevoir à l'occasion de cette conférence internationale, que je crois utile pour faire avancer un objectif commun, un objectif juste : celui d'une paix équitable et durable entre Israéliens et Palestiniens.

Si nous sommes réunis si nombreux c'est parce que nous avons tous conscience de l'urgence de la situation. Et nous avons aussi tous conscience de nous mobiliser collectivement pour redonner un élan indispensable au processus de paix.

Nous sommes au lendemain du 25e anniversaire de la conférence de Madrid et, plus que jamais, il est indispensable de résoudre ce conflit. Vingt-cinq ans depuis Madrid, c'est dire le chemin qu'il reste à parcourir.

Je suis parfaitement conscient de certaines réserves exprimées à l'encontre de cette conférence et de certains doutes quant à son opportunité à ce moment précis. Mais, d'une part, la France n'a pas d'autres motivations que d'être utile à la paix et, d'autre part - nous le savons tous - la situation sur le terrain est telle qu'il n'y pas de temps à perdre.

Vous le savez, la France s'est engagée, de bonne foi, depuis plus d'un an dans une initiative pour tenter de sortir de l'impasse actuelle. La première étape a été la réunion ministérielle du 3 juin. Cette réunion a permis de réaffirmer notre soutien collectif à la solution de deux États et notre détermination à lancer un travail pour élaborer une contribution globale de la communauté internationale à la paix. Cette contribution c'est, je crois, notre mission collective.

À la suite de cette réunion du 3 juin, la mobilisation internationale s'est intensifiée. Beaucoup d'entre vous se sont impliqués concrètement et je tiens ici à les remercier chaleureusement pour leur action et leur engagement.

Je remercie en particulier la Suède, l'Allemagne, la Norvège et l'Union européenne, qui ont travaillé sur des thèmes clé pour la viabilité de la solution des deux États : le dialogue des sociétés civiles israélienne et palestinienne, le soutien au renforcement des capacités du futur État palestinien et les incitations économiques dont pourraient bénéficier la totalité de cette région, en particulier les Israéliens comme les Palestiniens en cas d'accord de paix. Je laisserai, dans quelques instants, la parole à ceux qui ont accepté d'animer ces groupes de travail et de propositions.

Je voudrais aussi mentionner les États-Unis et j'aurai d'ailleurs l'occasion, cet après-midi, de dire toute l'appréciation de la France pour l'action infatigable de John Kerry sur ce dossier. J'aurai l'occasion aussi de saluer le travail du Quartet dans son ensemble et de remercier l'Égypte pour les efforts qu'elle fait. Conformément à leur engagement de longue date sur cette question, tous ont oeuvré à fournir de nouvelles occasions de dialogue entre les parties et ont contribué à créer un climat plus apaisé.

La mobilisation n'a cessé de s'élargir depuis le 3 juin dernier. Dès le départ, notre objectif était, conformément à l'approche ouverte qui n'a cessé de guider notre action, de permettre à toutes les bonnes volontés de jouer le rôle qui leur revient pour oeuvrer à la paix et au dialogue. Je les salue aujourd'hui.

Cette mobilisation commune a déjà produit des résultats importants. La question israélo-palestinienne a été remise à l'ordre du jour international, après plus de deux ans d'éclipse, dans un contexte où de nombreuses crises continuent de déchirer cette région. La solution des deux États, si menacée aujourd'hui, et la nécessité de la préserver, ont été réaffirmées avec force par la résolution 2334 qu'a adoptée le conseil de sécurité des Nations unies le 23 décembre dernier.

Ce n'est donc pas le moment de s'arrêter, car l'urgence demeure. Les parties restent très éloignées, dans une relation de défiance qui est particulièrement dangereuse. Nul n'est à l'abri

d'une nouvelle explosion de violence. Notre responsabilité collective est désormais de parvenir à amener Israéliens et Palestiniens à se remettre autour d'une même table pour négocier. Nous savons que c'est difficile. Mais il n'y a pas d'alternative. Car seule une négociation permettra in fine de réaliser la solution des deux États et d'apporter enfin la paix et la sécurité au Proche-Orient.

Mesdames et Messieurs les Représentants de vos nations qui avez accepté d'être là ce matin ainsi que les organisations internationales, je voudrais rappeler l'objectif de cette rencontre d'aujourd'hui.

L'objectif est triple, et c'est le message de la déclaration que je souhaite que nous adoptions à l'issue de cette réunion :

Le premier objectif, c'est de redire avec force que la solution des deux États est la seule possible, la seule qui permette de répondre aux aspirations légitimes et aux droits des deux parties.

Le second, c'est de marquer notre disposition collective à contribuer concrètement à recréer les conditions d'une négociation entre les parties, en présentant notamment un ensemble de contributions et d'incitations concrètes proposées par la communauté internationale sur lesquelles nous avons tous pu travailler et chacun apporter sa contribution.

Enfin, troisième objectif, c'est de tracer des pistes d'action pour les semaines et mois à venir, afin de poursuivre notre mobilisation et de réouvrir un horizon politique, qui ne peut être celui d'une occupation indéfinie et d'explosions régulières de violences.

Bien entendu, nous maintiendrons notre effort de transparence avec les parties, comme nous avons toujours veillé à le faire jusqu'à présent. Les nombreuses visites que le président de la République, le Premier ministre, mon envoyé spécial Pierre Vimont et moi-même avons effectuées en Israël et en Palestine, témoignent de cet effort.

Nous sommes prêts à leur présenter, sans délais, les résultats de la conférence et en ce qui me concerne je suis disponible pour aller expliquer les conclusions de nos travaux ainsi que nos préconisations. Ceci afin de créer ou de recréer un climat de confiance. C'est une contribution essentielle et cette conférence part d'un a priori, celle de notre sincérité et de la disponibilité de la communauté internationale pour la paix. Nous n'avons pas d'autres buts ni espérances. Mais cette espérance de la paix c'est l'espérance des peuples israélien et palestinien et des peuples du Moyen-Orient. C'est aussi l'espérance de tous les peuples qui veulent que les questions qui n'ont que trop duré, que les drames qui se renouvellent sans cesse et que les tragédies qui font tant de morts et de victimes cessent enfin. Et que cette région du monde puisse, enfin, vivre en paix et profiter aussi de la prospérité. C'est, je le crois, ce que les peuples attendent avec sincérité.

Parfois, il faut aider et créer un contexte et un climat et c'est le sens de cette réunion. Et j'espère que ce qui sera retenu de nos travaux, c'est que nous sommes venus ici à Paris tous

ensemble pour tendre la main aux bonnes volontés pour qu'enfin elles puissent aussi la saisir pour négocier la paix pour l'avenir. Merci encore une fois de votre présence./.